



Philippe  
**POUTOU 2012**  
candidat anticapitaliste



**aux capitalistes de payer leurs crises !**

Montreuil, le 10 avril 2012

## Réponses au questionnaire de Romeurope

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope  
FNASAT Gens du voyage  
59 rue de l'Ourcq  
75019 Paris

### 1. Sur les mesures transitoires imposant des restrictions aux droits des ressortissants roumains et bulgares

L'Europe, qui érige en dogme la libre circulation des marchandises, multiplie les entraves à la circulation des personnes, y compris en son sein puisqu'elle ne cesse de différer le droit à la liberté de circulation, d'installation et de travail pour les Roumains et les Bulgares. Il s'agit bien d'une discrimination que la HALDE a du reste condamnée.

Cette politique fabrique de la clandestinité et de la précarité, en rendant pratiquement impossible l'accès à un travail légal.

Elle favorise le développement d'un marché parallèle du travail dans des conditions très dégradées, tant pour la rémunération que pour la protection des droits sociaux.

Elle permet en outre aux patrons de s'attaquer aux droits fondamentaux de l'ensemble des salariés, en les divisant, en commençant par les plus vulnérables.

Le NPA s'oppose à toute discrimination et lutte pour l'égalité des droits sociaux des Français et des immigrés. Il défend le principe d'une carte de résident unique permettant à touTEs de travailler et vivre normalement.

Le NPA demande l'abrogation immédiate des mesures transitoires et discriminatoires, scandaleusement prorogées par la commission européenne concernant les roumains et les bulgares.

### 2. Sur le respect des droits fondamentaux pour ces citoyens européens

La politique actuelle de discrimination et de violence vis-à-vis des migrants touche particulièrement les Roms, qu'ils soient ou non ressortissants de l'espace européen. L'Etat et de nombreuses collectivités territoriales, de droite comme de gauche,

organisent le non-accès aux droits au nom d'une « politique du chiffre ». Cette politique doit être combattue. Le NPA pour sa part, lutte au quotidien, à travers notamment différents collectifs, pour le respect des droits fondamentaux aujourd'hui bafoués.

#### – Logement

La politique du logement social est aujourd'hui en totale déshérence. Le droit au logement, qui figure parmi les droits fondamentaux, reste un droit formel. Seule règne en maître la loi du marché qui impose des loyers inaccessibles à une partie croissante de la population. L'accès à un logement décent et pérenne est systématiquement refusé à ceux qui ne justifient pas d'un revenu régulier.

Les Roms sont de ceux-là, et sont de plus victimes de violences et de harcèlement partout où ils tentent de trouver un abri, les amenant à survivre dans des conditions indignes, souvent sans eau ni électricité...

Le NPA propose d'appliquer au minimum l'obligation légale pour les CCAS de domicilier les personnes au logis précaire, ce qui permettrait beaucoup d'avancées administratives nécessaires au quotidien...

Le NPA exige l'arrêt immédiat des expulsions de squats ou de terrains occupés, sans solutions négociées avec les pouvoirs publics, les collectivités locales, les roms et leurs collectifs, d'aménagement ou de relogement dignes. Quelques exemples montrent que cela est possible ! C'est une question de volonté politique.

#### – Scolarisation

Alors qu'il est patent que la scolarisation est un vecteur primordial d'intégration, de nombreux maires utilisent aujourd'hui les prétextes les plus variés pour échapper à leur obligation de scolariser les enfants roms, ou multiplient les obstacles (manque de transports, cantine ..). Ces comportements xénophobes ne sont actuellement sanctionnés ni par les inspections académiques, ni par les préfets, ni par les tribunaux.

Tout cela doit cesser ! Nous exigeons, qu'aucun enfant rom soit hors des écoles !

#### – Santé

L'accès aux soins – malgré l'aide médicale d'Etat - et aux prestations sociales, relèvent le plus souvent du parcours du combattant. Là encore, de nombreux obstacles s'opposent à l'exercice de ces droits fondamentaux – comme, récemment, l'instauration d'une taxe pour bénéficier de l'AME.

Le NPA dénonce cette grave attaque contre le service public et à l'égalité d'accès aux droits fondamentaux, risquant de faire peser une menace sanitaire.

Aux côtés des Roms, il continuera à se battre contre ces pratiques discriminatoires et violentes, et pour un service public de qualité et accessible à tous.

### **3. Sur les pratiques discriminatoires en général**

Le NPA réagit au quotidien contre les préjugés et attaques racistes et xénophobes, dont les Roms sont aujourd'hui parmi les premières victimes. Pour tenter de se maintenir au pouvoir et faire oublier sa responsabilité dans le désastre social, le gouvernement mise sur sa politique sécuritaire et distille un discours raciste et xénophobe qui légitime les pires violences de la police et des groupes néofascistes.

Le NPA s'oppose à cette instrumentalisation de la misère, cette misère qui pousse les populations à fuir leur pays d'origine malgré les conditions ultra précaires qui les attendent au bout de leur parcours.

Il faut cesser ces mensonges sur l'Europe forteresse.

Aucune répression n'empêchera les migrations de ceux qui tentent de fuir le racisme et la misère.

Il faut cesser les mensonges sur les Roms, dès lors qu'ils sont présentés soit comme un poids pour la société soit comme des concurrents sur le marché du travail. Il faut au contraire continuer à exiger l'accès au travail et aux droits associés, notamment celui de la formation.

Il faut en effet cesser de reprocher aux migrants, et aux Roms en particulier, d'être une charge pour la société alors même que l'accès aux services sociaux et à la plupart des droits leur est refusé.

L'immigration n'est un problème que pour les migrants.

Le NPA lutte au quotidien contre les multiples formes de discrimination dans l'accès aux droits.

Le NPA réclame l'abrogation des lois scélérates qui discriminent les migrants et notamment la loi CESEDA .

Il exige l'arrêt immédiat des expulsions, des OQTF, du harcèlement policier et d'une manière plus générale, un « traitement spécifique de l'immigration ».

Nous réaffirmons notre soutien actif aux associations et collectifs de défense des Roms, qui luttent au quotidien, contre les préjugés injustes et leurs conséquences que subissent les Roms, mis en œuvre par une politique d'Etat raciste ....

**Exigeons ensemble les mêmes droits pour tous !**

Cordialement,

L'équipe de campagne de *Philippe POUTOU*